ASSEMBLÉE NATIONALE

13 décembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1985)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CF378

présenté par

Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun et les
membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE 7

I. – À l’alinéa 22, après le mot :

« créées »,

insérer les mots :

« ou reprises ».

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« XXII. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une
taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des
impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés propose que les exonérations d’impôt sur les
bénéfices pour les entreprises situées dans les zones France Ruralités Revitalisation (FRR)
nouvellement créées par l’article 7 puissent s’appliquer aussi bien aux créations qu’aux reprises
d’entreprises.

Ce régime est celui qui est actuellement en vigueur pour les communes classées en ZRR (article 44
quindecies du code général des impôts).

Or, le nouveau zonage FFR proposé par le Gouvernement, dans lequel les ZRR seront fusionnées,
prévoit que seules les créations d’entreprises seront éligibles à ces exonérations, pour le premier
niveau socle, excluant ainsi les reprises d’entreprises par rapport au régime actuel des ZRR.

En l'absence de simulations financières précises fournies par le Gouvernement sur les conséquences de ce choix, nous proposons de maintenir les exonérations d'impôt sur les bénéfices pour l'ensemble des entreprises, nouvellement créées ou reprises, qui sont implantées dans une commune appartenant au nouveau zonage FRR.